

SNPSSP-MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Reprise du dialogue

Le ministre de la Santé a visiblement repris le dialogue avec les différents partenaires sociaux.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Après les praticiens généralistes, une commission mixte entre le ministère de tutelle et le Syndicat national des praticiens spécialistes de la santé publique (SNPSSP) a été officiellement installée mardi dernier. Les deux parties vont s'atteler à finaliser ensemble l'amendement des projets du statut particulier et du régime indemnitaire des médecins spécialistes.

Au cours de cette rencontre, le département de Ould Abbès a pris l'engagement de prendre en

charge les revendications des praticiens spécialistes, «selon une feuille de route avec des priorités arrêtées conjointement», a souligné le docteur Youcefi, président du SNPSSP.

Selon ce dernier, la tutelle, qui a promis de reprendre en main le dossier sur la prime d'intéressement, longtemps revendiquée par les spécialistes, a déjà donné son accord notamment pour le point concernant la progression de carrière. Le SNPSSP insiste sur l'organisation du premier concours de graduation au plus tôt.

Quant au problème du logement de fonction soulevé par le syndicat, les ministères de la Santé et de l'Habitat travaillent

conjointement pour trouver une solution.

Le SNPSSP réitère également la demande d'amendement de «certains points essentiels du statut particulier et l'octroi d'un régime indemnitaire réellement valorisant, prenant en considération les spécificités du praticien spécialiste».

Le syndicat, qui indique n'avoir donné aucun échéancier au ministère de la Santé pour finaliser ces principaux dossiers, et ce dans le souci de ne pas «travailler dans la précipitation», tiendra un conseil national extraordinaire à la fin de cette semaine pour évaluer la concrétisation de leurs revendications.

S. A.



Ould-Abbès s'engage à régler tous les problèmes des praticiens spécialistes.

MODERNISATION DES DOUANES ALGÉRIENNES

Beaucoup reste à faire

Intervenant hier sur les ondes de la Radio Chaîne III, Mourad Mosteghanemi a affirmé que même si la modernisation des douanes algériennes est en bonne voie, beaucoup reste à faire pour assurer la sécurité des marchandises qui entrent ou sortent du pays.

Irane Belkhedim - Alger (Le Soir) - «Depuis quelque temps, un effort considérable a été accompli. Un véritable chantier a été ouvert et pour lequel tous les douaniers se sont engagés», a affirmé Mourad Mosteghanemi, précisant que de nouvelles mesures ont déjà été introduites alors que d'autres sont en cours de validation en attente de l'aval des autorités concernées. «La refonte du code des douanes a été envoyée au ministère des

Finances.» Ledit responsable a expliqué que les aspects économique et sécuritaire ont pris le dessus dans la révision du code des douanes. «Le nouveau tarif douanier à douze chiffres sera applicable à partir de 2011. Avec 10 chiffres, les données restent approximatives. A douze numéros, les informations sont exactes et fiables. Cela nous permet de mieux connaître la nature des marchandises qui entrent, et de ce qui se trouve dans les

conteneurs.» La gestion administrative et son organisation ont également été revues. «Il s'agit d'un nouveau fonctionnement des services douaniers. Désormais, un contrat de performance lie nos responsables à leurs institutions. C'est une sorte de cahier des charges. C'est une nouvelle approche de la gestion», a indiqué le directeur de la formation à la direction générale des douanes. «Nous sommes sur une multitude de tâches, sur un nouvel organigramme central et régional et une inspection générale étoffée.»

Répondant à une question sur la lenteur dans les opérations de

dédouanement des conteneurs, l'intervenant a déclaré que 450 000 conteneurs passent annuellement par le port d'Alger. «Plusieurs mesures ont été prises pour alléger cette charge. Nous ciblons, en particulier, la marchandise à problèmes. Actuellement, nous dédouanons dans des délais acceptables.»

M. Mosteghanemi a ajouté qu'entre six ou cinq scanners sont opérationnels au niveau des ports et des aéroports les plus importants du pays. «Être sûr de ce que nous exportons et ce de que nous importons est une mission difficile et beaucoup reste à faire», a-t-il dit.

Chaque année, entre 3 500 et 3 800 douaniers sont formés. Ils sont recyclés et perfectionnés pour répondre aux «nouvelles exigences» du métier. Tous les douaniers sont concernés (anciens et nouveaux). Cela représente 15% à 20% de l'effectif. A la fin de 2011, nous serons d'ailleurs 20 000 douaniers», a-t-il expliqué.

Les douanes recrutent depuis quelque temps, a souligné Mourad Mosteghanemi et «nous embauchons 1 600 douaniers par an, alors qu'il y a quelques années, l'on se contentait de 600.»

I. B.

BLIDA

Retrait de confiance pour le maire d'Ouled Slama

De sources proches des élus de la commune d'Ouled Slama, à 25 km à l'est de Blida, nous apprenons que les deux tiers des élus ont retiré leur confiance à l'actuel maire et informé le wali de leur décision qu'ils justifient par leur ambition de sauver leur commune de la décadence qu'elle subit depuis quelque temps. Selon le P.-V. rédigé pour la circonstance, et dont nous avons reçu une copie, la décision des élus de retirer leur confiance à leur maire est venue après épuisement de toute tentative de dialogue avec ce dernier.

Toujours selon le même document, les protagonistes parlent d'entêtement de leur maire à vouloir agir seul sans les faire participer aux prises de décisions de leur commune. Tout comme ils évoquent les entraves que subissent les commissions de la commune en raison de sa politique individualiste.

Sur un autre volet, ils accusent le maire de ne pas prendre en charge les problèmes des citoyens, notamment celui de l'eau et des déchets ménagers. Il lui est également reproché, selon le même du P.-V, un certain laxisme à l'endroit de ceux qui exploitent le foncier ainsi qu'une certaine velléité quant à la démolition des constructions illicites.

Enfin, les élus de la commune d'Ouled Slama disent, à travers cet acte, agir en bons citoyens dont la première préoccupation est d'œuvrer au bien-être de la population.

M. B.

LES ÉTUDIANTS DE BOUMERDÈS SOUTIENNENT

LES ÉMEUTIERS DE JANVIER

«Nous légitimons leur action»

Les étudiants de l'Université M'hamed-Bougara de Boumerdès ont organisé un rassemblement en signe de solidarité avec les émeutiers de janvier. Ce rassemblement s'est déroulé sous bonne garde policière postée à l'écart de l'Université.

Pour les manifestants qui ont organisé pacifiquement leur action devant le siège du rectorat de leur université, les révoltés de janvier ne sont pas des voyous. A notre arrivée, Ahmed, étudiant à l'INGM, debout sur une tribune de fortune, haranguait ses camarades sur les problèmes de la corruption et l'accaparement des richesses du pays. A la fin de son spitch, nous l'avons abordé. Sur les motivations de ce rassemblement, il assène : «Se pourrait-il que notre société de 35 millions d'âmes produise 2 millions de voyous ?» Pour



Les étudiants prévoient d'autres actions.

lui, les problèmes des jeunes sont ailleurs. «Ceux qui disent que les manifestants ne sont que des casseurs savent-ils que ces derniers sont sortis des bidonvilles ? Nous sommes réunis pacifiquement non seulement par solidarité envers eux, mais plus encore, c'est-à-dire pour légitimer leur action et exiger leur libération.»

Ce regroupement, qui précède d'autres actions, revendique également le respect des libertés individuelles et collectives et soutient ceux qui exigent le changement dans notre pays. De son côté, M. Hafid, inscrit également à l'INGM, fait une analyse succincte sur les raisons du soulèvement de janvier et ses perspectives : «Le

pouvoir à coups de corruption et de répression tente de dépolitiser la société et de lui greffer le sentiment de découragement. Mais la révolte vécue a fait prendre conscience à la majorité et l'on constate, fort heureusement, que le changement pacifique est possible dans notre pays. Le pouvoir ne peut pas en effet acheter toute la société ni arrêter le cours de l'Histoire.» Selon lui, les Algériens ne demandent pas moins que le respect des libertés et un peu de dignité de la part des dirigeants de ce pays. Rappelons que le collectif étudiantin a prévu un autre rassemblement pour mardi prochain «Nos actions n'en sont qu'à leur début», disent-ils. A noter que des fourgons des forces anti-émeutes ont été aperçus autour de l'Université M'hamed-Bougara.

Abachi L.